

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET CIVIL
CELLULE DE COMMUNICATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
CIVIL CABINET
CELLULE DE COMMUNICATION

**ACCÉLÉRONS
LE MOUVEMENT**



**6^{ème} Conférence de Reconstitution des Ressources
du Fonds mondial de lutte
contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme**

**Participation du Président
de la République du Cameroun
S.E. Paul BIYA**

Lyon (France), du 09 au 10 octobre 2019

DOSSIER DE PRESSE

www.prc.cm



6ème Conférence de Reconstitution des Ressources du Fonds mondial

Le Président de la République Française, Monsieur Emmanuel MACRON, Présidera la 6ème Conférence de Reconstitution des Ressources du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme prévue à Lyon du 09 au 10 octobre 2019. Ces assises se tiendront pour la première fois en France.

Tous les trois ans, le Fonds mondial organise la reconstitution de ses ressources pour le cycle suivant, ressources qui proviennent des contributions volontaires des Etats et des donateurs privés. C'est pendant cette rencontre que le montant des contributions de chaque pays et donateurs privés du monde entier est définitivement annoncé, afin de contribuer à mettre fin aux épidémies et de promouvoir un avenir où chacun et chacune serait en meilleure santé.

Le Fonds mondial appelle à accélérer le mouvement pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La conférence de Lyon a pour but de récolter un minimum de 14 milliards de dollars US pour sauver 16 millions de vies, prévenir 234 millions d'infections et éradiquer ces maladies. Sur ce montant minimum de 14 milliards de dollars US, le Fonds mondial lance un appel au secteur privé pour qu'il mobilise au moins un milliard de dollars US.

En 2015, en adoptant les Objectifs pour le développement durable (ODD), notamment l'objectif n°3 visant à permettre à tous de

vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge, le monde s'est engagé à mettre fin aux épidémies du VIH SIDA, de la tuberculose et du paludisme d'ici 2030. Pour y faire face, une augmentation massive des financements est nécessaire. Ces trois pandémies sont les principales causes de décès prématurés et d'invalidité dans le monde. Le VIH est la principale cause mondiale de décès précoces chez les femmes âgées de 15 à 49 ans ; la tuberculose est la maladie infectieuse la plus meurtrière au monde avec 10 (dix) millions de nouveaux cas chaque année et 1,8 million de décès par an ; le paludisme a infecté environ 216 millions de personnes en 2018, tuant 445 000 personnes, dont 285 000 enfants de moins de cinq ans.

Le monde dispose déjà d'outils pour éradiquer ces pandémies, notamment les traitements efficaces. Cependant, il y a des évidences qui montrent que le monde n'est pas en bonne voie pour mettre fin à ces pandémies et que les cibles de 2030 ne seront pas atteintes sans une augmentation significative des financements.

Les partenaires techniques ont estimé que le montant total des ressources financières nécessaires pour faire face à ces maladies s'élève à 101 milliards de dollars US pour la période 2021-2023. Dans le cadre de la sixième reconstitution des ressources, le Fonds Mondial espère mobiliser au moins 14 milliards de dollars US.



Présentation du Fonds mondial

Créé en 2002 à l'initiative de la France, de l'Union européenne et du G7, le Fonds mondial a permis de sauver 27 millions de vies depuis sa création avec plus de 38 milliards de dollars d'investissements. Basé à Genève, il mutualise les contributions financières de 38 États et plus de 14 acteurs privés pour soutenir les programmes nationaux de lutte contre les pandémies dans environ 140 pays en développement. Le Fonds mondial est aujourd'hui le principal financeur international de la lutte contre les pandémies dans les pays en développement, à hauteur de 20% pour le sida, 65% pour la tuberculose et 57% pour le paludisme.

Dans les pays de mise en œuvre, les subventions sont demandées et leur utilisation supervisée par des instances de coordination nationale réunissant des représentants des autorités nationales, mais aussi des partenaires techniques et financiers ainsi que des populations affectées par les maladies et des ONG.

Le Fonds mondial ne dispose pas de représentation dans les pays de mise en œuvre : il finance des structures locales pour mettre en œuvre les subventions. À Genève, le Secrétariat regroupe environ 600 personnes, chargées de la gestion quotidienne ainsi que de la mise en œuvre de la stratégie et des politiques de l'organisation.

Objectifs

- Optimiser l'impact face au VIH, à la tuberculose et au paludisme ;
- Mettre en place des systèmes résistants et pérennes pour la santé ;
- Promouvoir et protéger les droits humains et l'égalité de genre ;
- Mobiliser des ressources accrues.

Cibles

- 14 millions de vies sauvées au cours de la période de trois ans qui a débuté en 2017 ;
- 194 millions de nouvelles infections ou nouveaux cas de VIH, de tuberculose et de paludisme évités ;
- 35 milliards de dollars US mobilisés pour la santé sous forme de financements nationaux ;
- 230 milliards de dollars US en faveur de la croissance économique.

Où se situent les programmes ?

Environ 65% des ressources du Fonds Mondial sont décaissées aux pays d'Afrique subsaharienne, où le VIH et le paludisme sont les plus concentrés géographiquement. Le Fonds Mondial a investi dans 149 pays en 2017.

- 4% en Amérique latine et Caraïbes ;
- 8% en Afrique du Nord et Moyen Orient ;
- 65% en Afrique subsaharienne ;
- 4% en Europe de l'Est et Asie centrale ;
- 19% en Asie-Pacifique.

Un moment décisif en 2019

Au moins 14 milliards de dollars US permettraient au Fonds Mondial :

De remettre le monde sur le chemin de l'élimination du VIH, de la tuberculose et du paludisme.

- Sauver 16 millions de vies entre 2021 et 2023, réduire de 52 pour cent les taux de mortalité liés aux trois maladies à l'horizon 2023 au regard des taux de 2017.
- Réduire le nombre de décès liés aux trois maladies à 1,3 million en 2023, contre 2,5 millions en 2017 et 4,1 millions en 2005.
- Éviter 234 millions d'infections ou de cas afin de réduire de 42 pour cent le taux d'incidence lié aux trois maladies à l'horizon 2023 au regard des taux de 2017.

D'accélérer les avancées vers l'ODD N°3 et la couverture sanitaire universelle :

- Renforcer les systèmes de santé par un investissement direct d'environ 4 milliards de dollars US afin de renforcer les capacités, notamment les outils de diagnostic, les systèmes de surveillance, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et la formation des professionnels des soins de santé, et d'accélérer la transition vers des modèles de soins différenciés, centrés sur les patients.
- Renforcer la sécurité sanitaire en contribuant à établir des systèmes de santé plus résistants, dotés de meilleures capacités de surveillance, de diagnostic et de riposte d'urgence, et en contrant directement les principales menaces qui pèsent sur la sécurité sanitaire mondiale, à l'image de la tuberculose multirésistante.
- Obtenir un retour sur investissement de 19 pour 1. Chaque dollar investi entraîne 19 dollars US en avancées sur le plan sanitaire et en retombées économiques, ce qui contribue à concrétiser le Programme général de développement à l'horizon 2030.
- Encourager un investissement national de 46 milliards de dollars US pour éliminer les trois maladies et renforcer les systèmes de santé au travers des exigences de cofinancement et d'un appui technique au financement de la santé.

- Réduire les inégalités en matière de santé y compris les obstacles à l'accès aux services liés à des questions de genre et de droits humains, par une collaboration avec les partenaires, notamment la société civile et les communautés touchées, afin de construire des systèmes de santé ouverts à tous, sans exception.

Avec une sixième reconstitution de ses ressources d'au moins 14 milliards de dollars US pour le cycle de trois ans débutant en 2020, le Fonds mondial contribuerait à ces résultats en venant s'ajouter à des niveaux soutenus de financement extérieur, à un accroissement des financements nationaux, à davantage d'innovation et de collaboration et à une mise en œuvre plus rigoureuse



Objectifs de la Conférence de Reconstitution à Lyon

La Conférence plénière de la 6ème reconstitution des ressources du Fonds mondial est le point culminant de la campagne de reconstitution lancée lors de la réunion préparatoire en Inde en février 2019. Les assises prévues à Lyon en France du 9 au 12 octobre 2019 ont pour but :

– Obtenir des engagements financiers de la part des donateurs du Fonds mondial pour la période 2020-2022 et atteindre l’objectif de reconstitution d’au moins 14 milliards de dollars.

– Démontrer le rôle de leadership de la France et sa capacité à rassembler la communauté internationale autour d’un sujet crucial pour le développement mais aussi pour le maintien de la stabilité et la sécurité.
– Donner une plateforme de visibilité pour démontrer les résultats et l’impact des investissements du Fonds mondial et célébrer les contributions des membres du partenariat.

La France et le Fonds Mondial

- Gouvernance : La France est l’un des membres fondateurs et siège au Conseil d’administration du Fonds Mondial.
- Supervision des programmes et assistance technique : La France participe dans de nombreuses instances de coordination nationale et donne son appui technique aux pays à travers l’Initiative 5%, un dispositif d’assistance technique mise en œuvre par Expertise France.
- Priorités alignées : engagement commun de lutter contre les inégalités d’accès aux soins, de renforcer la lutte contre les pandémies pour mettre fin au Sida, à la tuberculose et au paludisme d’ici 2030,

d’améliorer l’efficacité des systèmes de santé.

- Financement : 2ème donateur du Fonds Mondial et 1er donateur européen. En mai 2018, le Président Emmanuel Macron annonce que la sixième Conférence de reconstitution des ressources financières du Fonds Mondial sera accueillie par la France en octobre 2019 à Lyon.

- L’Initiative 5%, contribution de la France au Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme appuie des projets de terrain dans plusieurs pays francophones, dont le Cameroun.



Le Cameroun et le Fonds mondial

Depuis 2003, le Gouvernement du Cameroun a signé 15 accords de subvention avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Ces accords dont sept (7) pour le Vih, cinq (5) pour le paludisme et trois (3) pour la tuberculose étaient d'un montant de près de 198 milliards de FCFA, en termes de contrepartie pour le pays.

Le Fonds mondial qui est le premier bailleur du Cameroun dans la lutte contre le sida avait déjà débloqué 10 millions de dollars pour boucler l'année 2013 et 20 millions de dollars en 2014.

Le tableau ci-après présente les sommes allouées au Cameroun pour la période 2014/2016 et 2017/2019.

Tableau : Sommes allouées au Cameroun en 2014/2016 et 2017/2019 (en millions de \$)

Comp.	somme allouée 2014/2016				somme allouée 2017/2019		
	Financement existant	Financement supplémentaire	Financement d'encouragement	Total	Somme de base allouée au pays	Fonds de contrepartie	Total
VIH	151,9	3,2	0	155,2	94,6	8,1	102,7
Tuberculose	8,1 m	6,9	0	15,0	10,6	0	10,6
Paludisme	33,3	84,8	0	118,1	69,6	0	69,6
TB/HIV	0	0	0,9	0,9	N/A	N/A	N/A
Total	193,4	94,9	0,9	289,2	174,9	8,1	182,9

Pour la période 2018-2020, quatre (4) nouveaux accords d'une enveloppe globale de 108 milliards ont été signés entre le Fonds mondial et le Gouvernement du Cameroun. Conformément à la politique d'allocation du Fonds mondial, pour accéder à la totalité du montant qui lui est alloué pour la période 2018-2020, le pays doit respecter les exigences de cofinancement.

En effet, le versement de 20% de la somme allouée par le Fonds mondial pour chaque composante de maladie est subordonné à une augmentation du cofinancement du programme de lutte contre la maladie et/ou des investissements en faveur des systèmes de santé, résilients et pérennes, au-delà du niveau d'investissement effectué par le Gouvernement pendant la période précédente.

A ce jour, l'on observe un retard du Gouvernement camerounais à verser la totalité de

ses fonds de contrepartie. Ce retard est d'autant plus inquiétant qu'il fait courir des risques d'interruptions des traitements qui auront des répercussions sur la santé des populations, notamment celles qui sont hautement à risques comme les femmes, les personnes vivant avec le Vih et les jeunes adolescents.

D'où l'urgence d'honorer+++ engagées pour honorer les fonds de contrepartie du Cameroun (20%).

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud) appuie la demande de la société civile camerounaise et s'active afin que le Cameroun puisse mobiliser les ressources nécessaires.

Il convient de signaler qu'on note un recul du taux de prévalence du VIH au Cameroun, passé de 4,3% en 2011 à 3,4% en 2018, avec un nombre de personnes vivant avec le VIH en 2016 évalué à 560 000.



Enjeux de la participation du Cameroun à la sixième Conférence de reconstitution des ressources du Fonds Mondial

- La présence du Cameroun à ces assises est un signal fort qui démontre l'engagement du Président de la République, S.E. Paul BIYA, à se positionner dans sa politique globale d'éradication des trois maladies. Malgré les progrès réalisés, le Cameroun a toujours une prévalence du VIH de 3,6% l'une des plus élevées en Afrique de l'Ouest et du Centre, avec des pics très significatifs au sein des populations à risque (26% chez les travailleurs de sexe ; 20% chez les homosexuels, les jeunes filles et autres adolescents). La coïncidence tuberculose-VIH reste élevée, et se situe à 40%. Le paludisme représente 48% des décès d'enfants de moins de cinq ans.
- La participation du Cameroun à cette Conférence est une occasion de reconnaître l'appui du Fonds Mondial depuis 2003, en faveur du Cameroun pour une valeur globale de 315 327 841 225 FCFA, à travers huit (8) subventions pour le SIDA, sept (7) pour le paludisme et quatre (4) pour la tuberculose. Elle offre aussi l'occasion au Cameroun de plaider pour une reconsidération des décisions de sanctions prises par le Fonds Mondial à l'endroit du Cameroun dans le cadre du financement. Il présentera ainsi les mesures prises par le Gouvernement par la création d'un compte spécial à la BEAC pour les fonds de contrepartie des

différents projets auxquels le Cameroun est engagé. Les fonds de contrepartie non mobilisés à ce jour représentent 20 (vingt) milliards de FCFA.

- La participation du CHEF DE L'ETAT à cette Conférence est une opportunité pour le Cameroun de mobiliser environ 100 (cent) milliards de FCFA, pour la période 2021-2023, en faveur de la lutte contre les trois maladies, tout en ne perdant pas de vue que le Fonds Mondial est le premier partenaire du Cameroun pour ces pandémies.
- Au total, la participation du Président de la République aux assises de Lyon donne un poids supplémentaire pour les prochaines discussions avec le Fonds Mondial et la reconnaissance de la France pour ce que fait son épouse, la Première Dame, pour ces différentes pathologies.

Promesses de dons 2020-22 annoncées à ce jour

Ont déjà annoncé une augmentation de leur contribution au Fonds mondial pour les trois prochaines années :

- Allemagne : 1 Milliard d'euros (+17,6%) Promesse faite par la Chancelière Angela Merkel lors du sommet du G7 à Biarritz en France du 24 au 26 août 2019.
- Canada : 930,4 Millions CAD (+15,7%), promesse faite le 22 août 2019
- Irlande : 160 Millions d'euros (+15%)
- Japon : 840 Millions USD (+5%)
- Luxembourg : 9 Millions d'euros (+12%)
- Portugal : 750 000 euros (x 3)
- Royaume-Uni : 1,44 Milliards de livres (+16%)
- Suisse : 64 Millions CHF (+12%), promesse faite le 21 août 2019
- Union européenne : 550 Millions d'euros (+15,8%)
- Inde : 22 Millions USD (+10%) Promesse faite par le Ministre indien de la Santé et du Bien-être des familles, le 3 septembre 2019
- L'Italie : 161 Millions d'euros (+15%) Pro-

messe faite par le Premier Ministre Giuseppe Conte, lors du sommet du G7 à Biarritz.

- L'Union européenne : 550 Millions d'euros (+16%) Promesse faite lors du sommet du G7 à Biarritz
- L'Espagne : 100 Millions d'euros. Promesse de don faite par le Premier Ministre espagnol Pedro Sanchez lors de la 74ème session de l'Assemblée Générale de l'ONU à New York, le 25 septembre 2019. [En 2017, l'Espagne a renoué avec le Fonds mondial au travers de l'initiative Debt-To-Health, en signant des accords d'échange de créances avec le Cameroun, l'Éthiopie et la République démocratique du Congo qui ont permis de dégager 15,5 millions d'euros pour les réinvestir dans des programmes de lutte contre le VIH et le paludisme et de renforcement des systèmes de santé]
- + Annonces du secteur privé



Le secteur privé accélère le mouvement contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme en Afrique

À l'occasion du Forum économique mondial sur l'Afrique tenu du 4 au 6 septembre 2019 au Cap en Afrique du Sud, cinq partenaires du secteur privé ont annoncé de nouvelles promesses de dons pour la sixième reconstitution des ressources du Fonds mondial. Soutenu par Nando's, un groupe de restauration fondé en Afrique du Sud, ainsi que par d'autres entreprises partenaires, Goodbye Malaria a promis 85 millions de rands (environ 5,5 millions de dollars US) au Fonds mondial pour étendre une subvention qui vise à éliminer la transmission transfrontalière du paludisme au Mozambique, en Afrique du Sud et en Eswatini. Le projet Last Mile, GBCHealth et Zenysis Technologies ont pour leur part annoncé un appui en nature et des co-investissements destinés à rendre les programmes de santé plus efficaces grâce à l'innovation. Africa Health Business s'en engagé à soutenir la mobilisation des entreprises africaines. La valeur totale de ces co-investissements dépassera les 23 millions de dollars US. « Notre combat pour en finir avec le sida, la tuberculose et le paludisme ne pourra être victorieux que si nous travaillons avec des partenaires du secteur privé », a indiqué Peter Sands, le directeur exécutif du Fonds mondial.

Les gouvernements africains et d'autres bailleurs de fonds investissent des milliards de dollars pour consolider les systèmes de

santé et garantir la disponibilité de médicaments abordables. Pourtant, les chaînes d'approvisionnement peinent souvent à faire parvenir les médicaments et les fournitures jusqu'aux établissements de santé et aux personnes qui en ont le plus besoin. Pour s'attaquer à ce problème, le Fonds mondial et la Fondation Bill et Melinda Gates se sont associés à The Coca-Cola Company en 2010 pour mettre en place le projet Last Mile, auquel l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a adhéré en 2014. Ce partenariat public/privé tire parti des compétences de Coca-Cola en matière de logistique, de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de marketing pour aider les autorités publiques africaines à livrer des médicaments essentiels et des fournitures jusqu'aux populations les plus difficiles d'accès. De plus, The Coca-Cola Foundation a aussi généreusement contribué au projet Last Mile. Dans la foulée d'un engagement de plus de 21 millions de dollars US pris par les partenaires en 2014, ce projet a fourni un appui à 10 pays d'Afrique.



L'action de la Première Dame Madame Chantal BIYA dans la lutte contre le SIDA

« La Première Dame du Cameroun joue un rôle absolument exceptionnel dans la lutte contre le Sida, non seulement au Cameroun mais aussi en Afrique. J'ai pu constater moi-même les actions de la Fondation Chantal BIYA (FCB), surtout la prévention de transmission du VIH-SIDA de la mère à l'enfant, la mobilisation des jeunes, le travail de SYNERGIES AFRICAINES, etc. Pour moi, Chantal BIYA est l'une des Stars de la lutte contre le SIDA dans le monde ».

Ces mots du Pr. Peter PIOT alors directeur exécutif de l'ONUSIDA, à l'issue d'une audience avec la Première Dame en juin 2003, exprime à suffisance toute l'étendue de l'œuvre de Madame Chantal BIYA en matière de lutte contre la pandémie du VIH-Sida dans notre pays et à travers le continent africain.

En effet, lors de la grande Conférence au sommet sur le Sida en Afrique, tenue du 15 au 16 novembre 2002 à Yaoundé, Madame Chantal BIYA a réuni le Français Luc Montagnier et l'Américain Robert Gallo, codécouvreurs du virus du Sida. A cette occasion, les deux imminences grises se sont engagées à apporter le soutien de la communauté scientifique internationale à l'initiative des Premières Dames.

L'idée d'une association des Premières Dames d'Afrique est apparue pendant le

sommet des Premières Dames qui s'est tenu le 18 janvier 2001 à Yaoundé, en marge des assises de la Conférence des Chefs d'Etat de France et d'Afrique, sous thème : « Comment assurer l'épanouissement des générations jeunes face à la menace du VIH-SIDA ». Madame Nane Annan, l'épouse de l'ex-Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, de regrettée mémoire, et toutes les épouses des Chefs d'Etat présents à Yaoundé dans la cadre du Sommet France-Afrique, ont participé au sommet des Premières Dames, déterminées à s'engager davantage dans la lutte concrète contre la pandémie du Sida.

Créée à l'initiative de Madame Chantal BIYA, l'association panafricaine de lutte contre le Sida et les souffrances en Afrique, Synergies Africaines, voit le jour le 15 novembre 2002 à Yaoundé.

Sur le plan national, le leadership de l'épouse du Chef de l'Etat est traduit depuis plus de deux décennies au Cameroun par la création et le soutien des activités de lutte contre le Sida.

Le centre Mère et Enfant de la Fondation Chantal BIYA est le premier projet pilote du Cameroun dans la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME), à partir duquel de nombreuses le-

çons ont été tirées permettant ainsi son extension rapide dans le pays. Depuis sa création, plusieurs milliers de femmes enceintes ont été reçues au centre de PTME de la Fondation Chantal BIYA.

En outre, Madame Chantal BIYA, à travers le Cercle des Amis du Cameroun (CERAC), créé en 1995, soutient les efforts communautaires des femmes rurales et de nombreuses organisations non gouvernementales, dans l'information, la sensibilisation, la prévention contre le Sida, la prise en charge des maladies de l'assistance scolaire et universitaire.

Dans la mise en œuvre de la Déclaration politique des Nations Unies de juin 2016, pour accélérer la riposte contre le Sida, et mettre fin à la pandémie du Sida d'ici à 2030, Madame Chantal BIYA a lancé un programme dénommé « Mon Pari pour 2030 ». La première activité de ce programme porte sur la formation des leaders socioprofessionnels dans la lutte contre le Sida.

Depuis 2003, portée par la Première Dame du Cameroun, Mme Chantal BIYA, la campagne « Vacances sans Sida » est une initiative nationale qui vise à sensibiliser les jeunes pendant les vacances. Elle éduque, sensibilise et informe par la distribution du matériel de sensibilisation, des causeries éducatives, des entretiens individuels et à travers les réseaux sociaux ; encourage le dépistage volontaire (tests gratuits) et le retrait des résultats ; renseigne et oriente les personnes séropositives vers les structures de prise en charge. Il est question pour les jeunes élèves et étudiants, d'être fixés sur leur statut sérologique. Le but est de toucher le maximum de jeunes pendant ces vacances.

Quelques thèmes du programme « Vacances sans Sida » :

- 2003 : la campagne n'avait pas de thème précis. On retenait juste la vision globale, " Vacances sans Sida ".
- 2004 : " Vacances réussies Vacances sans Sida " avec pour encrage, l'établissement de la cartographie de la maladie par les pairs éducateurs afin de permettre aux jeunes d'éviter les zones à risques et vulnérables dans les différentes régions.
- 2005 : " Connaître mon statut sérologique, un défi pour mes vacances scolaires ". L'objectif était de pousser le jeune à connaître son statut sérologique pour changer son comportement.
- 2006 : " Séropositif ou séronégatif, il faut le savoir ".
- 2007 : " Jeune femme, protège-toi contre les Ist et le Vih/Sida ".
- En 2008 " Je suis un jeune leader engagé dans la lutte contre le Sida ".
- 2009 : " Vacances réussies Vacances sans Sida "
- 2010 et 2011 eurent le même thème : " Jeune fille, fais-toi dépister du Vih ".
- 2012 : " connaître mon statut sérologique, un défi pour ma santé ".
- Les deux dernières éditions (2018 et 2019) ont eu pour thème « Génération androïde, cliquons sur le dépistage du VIH ».

A l'actif de Madame Chantal BIYA, on peut aussi mentionner la création du Centre International de Référence « Chantal BIYA » pour la recherche sur la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA créé par arrêté du ministère de la Santé Publique du 17 février 2006. Il entend participer à l'élan global de la communauté internationale pour accélérer des connaissances et la qualité des soins et services destinés aux personnes infectées et affectées par la pandémie.

Le Centre International de Référence « Chantal BIYA » (CIRCB) dont le siège à Yaoundé a été inauguré le 23 février 2006, a été créé sur initiative de la Fondation Mondiale Recherche et Prévention Sida (FMRPS) présidée par le Prof. Luc Montagnier, Prix Nobel de Médecine 2008, avec la coopération de l'Association Synergies Africaines réunissant les Premières Dames d'Afrique et présidée par Mme Chantal BIYA, Première Dame du Cameroun et Ambassadrice de Bonne volonté de l'UNESCO.

Chantal BIYA Ambassadrice Spéciale de l'ONUSIDA

L'action pluridimensionnelle de la Première Dame camerounaise dans la lutte contre le Sida lui a valu la reconnaissance internationale. Madame Chantal BIYA a été nommée Ambassadrice Spéciale de l'ONUSIDA. La distinction lui a été remise au Palais de l'Unité le 1er Juin 2015 par le Directeur Exécutif de cet organisme en visite de travail au Cameroun. La nouvelle Ambassadrice Spéciale avait alors reçu pour mission d'assurer la promotion de la recherche opérationnelle à travers le continent.



Biographie du président Paul BIYA

Son Excellence Paul BIYA est né le 13 février 1933 à Mvomeka'a dans l'arrondissement de Meyomessala, département du Dja-et-Lobo, région du Sud. Fils de Etienne MVONDO ASSAM et de Anastasie EYENGA ELLE.

S.E. Paul BIYA est le deuxième Chef de l'Etat du Cameroun. Il a accédé au pouvoir le 6 novembre 1982 après la démission du Président Ahmadou AHIDJO.

Études primaires et secondaires :

C.E.P.E. : juin 1948 (Ecole catholique de Nden) ;

Pré-séminaire Saint Tharcissius à Edéa (1948-1950) ;

Petit Séminaire d'Akono (1950-1954) ;

B.E.P.C. : juin 1953 ;

Lycée Général Leclerc de Yaoundé (1954-1956) ;

Baccalauréat 1ère partie : Juin 1955 ;

Baccalauréat 2ème partie (série philosophie) : juin 1956.

Supérieures :

Au Lycée Louis Le Grand de Paris ;

A l'Université de Paris Sorbonne (Faculté de Droit) ;

A l'Institut d'Etudes Politiques de Paris ;

A l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-mer.

Diplômes :

A l'issue de ses études, il a obtenu les diplômes suivants :

1960 : Licence en Droit Public

1961 : Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Paris

1962 : Diplôme de l'Institut des Hautes Études d'Outre-mer (IHEOM)

1963 : Diplôme d'Études Supérieures en Droit Public.

Décorations :

Grand Maître des Ordres Nationaux ;

Commandeur de l'Ordre National, de classe exceptionnelle (République Fédérale d'Allemagne) ;

Commandeur de l'Ordre National (Turquie) ;

Grand Croix de l'Ordre National du Mérite Sénégalais ;

Grand Officier de la Légion d'Honneur (France) ;

Great Commander of the Medal of St-George (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;

Grand Collier de l'Ordre du Ouissam Mohammadi (Royaume du Maroc) ;

Great Commander of the Order of Nigeria (République Fédérale du Nigeria) ;

Docteur Honoris Causa de l'Université de Maryland (USA) ;

Professeur Honoraire de l'Université de Beijing (République Populaire de Chine) ;

Titulaire de plusieurs décorations de divers autres pays.

Carrière :

- Octobre 1962

Monsieur Paul BIYA est nommé Chargé de Mission à la Présidence de la République dès son retour de Paris.

- Janvier 1965

Monsieur Paul BIYA est nommé Directeur de Cabinet du Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Culture.

- Juillet 1965

Monsieur Paul BIYA est Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Culture.

- Décembre 1967

Monsieur Paul BIYA est nommé Directeur du Cabinet Civil du Président de la République.

- Janvier 1968

Tout en gardant le poste de Directeur du Cabinet Civil, M. BIYA se voit hissé aux fonctions de Secrétaire Général de la Présidence de la République.

- Août 1968

Monsieur Paul BIYA est nommé Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République.

- Juin 1970

Monsieur Paul BIYA devient Ministre d'Etat,

- Juin 1975

Monsieur Paul BIYA est nommé Premier

Ministre de la République du Cameroun.

- Juin 1979

La Loi N°79/02 du 29 juin 1979 fait du Premier Ministre le successeur constitutionnel du Président de la République.

- 06 novembre 1982

Monsieur Paul BIYA prête serment comme Président de la République du Cameroun, le deuxième de l'histoire du pays. Cette cérémonie se déroule au Palais de l'Assemblée Nationale, devant les élus du peuple, suite à la démission, le 4 novembre 1982, du Président Ahmadou AHIDJO.

Au moment de son accession à la magistrature suprême, Paul BIYA est le 1er Vice-président du Comité Central de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) et Membre du Bureau Politique de ce parti.

Elu Président de la République le 14 janvier 1984,

réélu le 24 avril 1988, le 11 octobre 1992 (première élection au suffrage universel direct avec multiplicité de candidatures au Cameroun), le 11 octobre 1997, le 10 octobre 2001, le 9 octobre 2011, et le 7 Octobre 2018.

Elu Président de l'Union Nationale Camerounaise, le 14 septembre 1984.

Elu Président du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) après la transformation de l'UNC en RDPC le 24 mars 1985 à Bamenda.

En promulguant, le 19 décembre 1990, la loi sur les associations et les partis politiques, M. Paul BIYA a restauré le multipartisme au Cameroun (depuis le 1er septembre 1966, ce pays vivait à l'ère du monopartisme de fait).

A ce jour, plus de 200 partis politiques ont

été légalisés. Le RDPC a obtenu la majorité absolue lors des élections législatives de mars 1997, de juin 2002, de juillet 2007 et de septembre 2013. Malgré ces victoires, le Président de la République a toujours choisi de former des gouvernements d'ouverture. Quatre partis sont représentés dans le gouvernement: le RDPC, l'UNDP, l'ANDP et le FSNC.

Les dernières élections législatives et municipales ont eu lieu le 30 septembre 2013. Elles ont été organisées par un organe indépendant, Elections Cameroon.

Publications :

Monsieur Paul BIYA est l'auteur d'un essai politique, Pour le Libéralisme Communautaire, éditions Marcel Fabre, Lausanne 1987.

Cet ouvrage a été traduit en anglais, en allemand et en hébreu.

Le Chef de l'Etat y annonce l'avènement du multipartisme (devenu officiel en 1990) après l'étape transitoire du parti unique. Il explique son option pour le libéralisme économique et l'initiative privée tout en préconisant la solidarité nationale, la répartition équitable des fruits de la croissance, la justice propre aux diverses communautés qui forment la Nation.

Enfin, il réaffirme la nécessité de moderniser l'Etat et d'entretenir des relations de coopération avec les autres pays du monde.

Vie conjugale :

Son Excellence Paul BIYA est marié à Chantal Pulchérie BIYA. Il est père de trois enfants : Franck BIYA, Paul BIYA Junior et Brenda BIYA EYENGA

